

# JOURNAL DE LYON

**Vente au numéro : rue de l'Hôtel-de-Ville, 78.**

Le prix de l'abonnement est payable d'avance; on ne servira pas les demandes non accompagnées d'un mandat sur la poste à l'ordre du Gérant.

28 janvier.

**Du 29 Janvier 1873**

## Etude de mœurs mexicaines

Par Lucien BIAR

à la prison qui coïssait au nord de la route, demeura immobile, comme un chasseur l'affût.

Miclot apparut une Indienne enveloppée d'une longue robe blanche sans taille, la face couverte de feuilles destinées à amortir l'ardeur du soleil, et suivie de trois jeunes hommes chargés de corbeilles d'osier. En arrivant, venait un indien dans la force de l'âge, à des courbes sous un fardeau de branches résineuses. Le petit groupe longeait le buisson et soupçonner la présence du mépris; mais quand à moment où l'homme au fardeau allait dépasser, se leva à l'improviste et lui apparut sa carabine la pointe de son arme, et baïonnette.

Tes provisions et ton argent! cria-t-il d'une voix rauque.

Les yeux de l'indien brillèrent; il le laissa choir son fardeau et prit son adversaire à bras; mais le temps se pétrissait dans sa chair et en même temps ses compagnons disaient à voix basse:

— Ça suitra.



3333, Belval (alors jenne), Faure et Colin se donnaient la réplique dans les *Huguenots*.

Colin surtout a fait un rôle en mourant; car Colin était un ténor, et il n'y a plus de ténor. Villard déjà déclinant et les trois reines qu'on appelle Pujat, Bosquin et Sylva, ne remplacent pas à eux quatre sa jeunesse et son *ut* de poltrone. Il est vrai que cet *ut* a été pour quelque chose dans sa fin prématurée. Mais tous les chanteurs ne sont pas si malheureux, et je crois qu'un ténor serait reçu à bras ouverts. Un ténor! Ne nous trouvez-vous pas un ténor? Est-ce qu'il n'y a point quel- que part un ténor pour l'Opéra de Paris? En attendant, M. Halanzyer administre son théâtre absolument comme une entreprise industrielle. Il agit comme ces fermiers qui tirent pendant leur bail tout ce que la terre peut donner sans y remettre grand chose. Il use le matériel, les décors, les costumes, et, même quand il a l'air de monter quelque chose de neuf, tel que la *Coupe du roi de Thulé* (qui d'ailleurs ne tiendra pas sur l'affiche), il applique simplement l'art d'accommoder les restes. Il faudrait une commission chargée de surveiller les comptes et l'exécution du cahier des charges.

Les Français, favorisés par leur répertoire exceptionnel, par la composition sans rivale de la troupe, et par la vogue qui y amène le public, les Français tiennent beaucoup mieux leur rang. On va y inaugurer des représentations choisies pour le mardi et le jeudi, où tout le *high life* parisien se donnera rendez-vous. A une autre extrémité de l'échelle scénique, la salle des Folies-Bergères attire chaque soir beaucoup de monde du boulevard Montmartre. On y voit des pantomimes, des ballets, du chant, et de la gymnastique. Il y a eu ce moment une femme, jeune, point désagréable, et taillée en Hercule, qui porte un homme de cinq pieds six pouces avec ses dents. C'est amusant si l'on veut. C'est du moins un prétexte pour quelques familles bourgeoises de venir s'égarer dans ce lieu un peu équivoque et d'y surprendre sur le vif ce qu'on a convenu d'appeler les mœurs parisiennes. Ce sont les mœurs de l'empire qu'il faudrait dire, et bien heureux quand elles se bornent là. Dans les quartiers excentriques, le même genre de spectacle a quelque chose de vil. Mais l'empire aimait cela, et l'avait créé. Pendant que les ouvriers, pensait-il, s'occupent de chaussons et de scènes oratoires, ils ne songeront pas à la politique.

Pendant l'opéra, l'on se passait les journaux du soir où les affirmations et les démentis continuent à se croiser sur l'attitude des princes d'Orléans, et ce matin le *Figaro*, qui insérait hier une sorte de procès-verbal de certaines paroles attribuées au duc de Nemours, publie une lettre du secrétaire de ce prince qui le corrige littéralement. Il faut renoncer à se reconnaître dans cet imbroglio, qui, d'ailleurs, fait peu d'honneur aux princes. Ils veulent et ils ne veulent pas. Ils ne veulent pas perdre leur légitimité, et ils veulent se réserver une bonne place dans le cas où la légitimité triompherait. Pour le moment, la légitimité n'en demande pas davantage. Il suffit de l'encourager pour la rendre capable de toutes les audaces et, par conséquent, pour nous exposer à tous les périls. Une partie de la Chambre se trouve actuellement dans une situation d'esprit absolument identique à celle qu'elle avait à Bordeaux. Convaincu qu'elle doit et qu'elle peut faire la monarchie, débarrassée de la Commune, des Prussiens et de l'empire, elle ne voit plus que M. Thiers qui l'arrête, et, précisément pour cela, est résolue à l'écarter.

La réunion de la gauche qui s'est tenue hier s'est émue de cet état de choses, et, assurée d'avance que l'opinion républicaine sera battue dans la commission des Trente, a résolu de déposer un contre-projet qui poserait carrément la question de la souveraineté à la tribune. Les paroles de M. Jules Favre sont empreintes d'un grand sentiment des dangers actuels et d'une véritable élévation. Mais on considère dans le public son intervention comme assez maladroite. Car il est un peu entamé même dans son parti. Ses erreurs pendant la guerre et avant la Commune, le discrédit jeté sur lui par des attaques imméritées mais plausibles aux yeux du vulgaire, constituent pour lui des souvenirs qui affaibliront l'effet de sa parole avant qu'il ait ouvert la bouche. Tous ses amis, d'ailleurs, ne sont pas d'accord sur l'opportunité de sa démarche, et MM. Billot et Lepère se sont prononcés pour le *statu quo* jusqu'à nouvel ordre.

M. Fornerod, le président du Foyer suisse, annonce son retour de Genève, et proteste contre les imputations dont il a été l'objet. Il en est de même de M. Clément Duvernois. On dit pourtant que la police continue ses découvertes peu édifiantes. La plupart des personnes arrêtées, ou au moins suspectées, appartiennent à ce monde de boursiers, d'agitateurs et d'entrepreneurs qui peuple chaque après-midi le trottoir et les environs du café Riche. De la grande émoi dans certains parages intimes. L'autre jour, de grand matin, le lendemain des mandats d'arrêt, une procession de femmes plus ou moins connues se succédait chez le juge d'instruction et à la préfecture de police pour apprendre le sort des gens à qui elles s'intéressaient. Elles se rencontraient à la fois avec des hommes, des femmes du peuple et de la petite bourgeoisie, dupes par ces flous, et qui venaient s'enquérir de l'étendue de leur malheur.

## LA FUSION.

Le duc de Nemours avait bien parlé, mais en passant par tant de bouches d'officiers et tant de bouches officieuses, ses paroles avaient subi une sensible transfiguration.

Aussi le prince a-t-il jugé nécessaire, pour mettre fin aux commentaires, d'envoyer au *Figaro* son aide-de-camp et secrétaire M. Gauthier. Voici donc cette fois ce qu'aurait réellement dit le duc :

Monsieur de Villenest, rédacteur en chef du *Figaro*.

Monsieur, Vous rapportez, dans votre numéro du 27, une conversation entre M. le duc de Nemours et M. le général de Maud'huy.

M. le duc de Nemours me charge d'avoir recours à votre obligeance pour obtenir la rectification des paroles qui lui sont attribuées.

Le prince a dit que si la monarchie constitutionnelle devait être un jour établie par la volonté de la nation, l'aidé des princes de la maison de France était, à ses yeux, le représentant naturel de l'idée monarchique; qu'en tout cas, il ne trouverait pas de compétiteur dans sa famille; que les princes d'Orléans s'étaient souvent déjà exprimés dans un sens analogue.

Quant à la cocarde et au drapeau, le prince, après avoir parlé d'un ouvrage public, il y a quelques mois, sur les drapeaux français, s'est borné à faire remarquer, en s'appuyant sur cet ouvrage, que la France avait souvent changé de drapeau.

Il a ajouté que lui-même et le général de Maud'huy avaient porté tous deux la cocarde blanche avant de porter la cocarde tricolore.

En rappelant cette circonstance, le prince a voulu seulement montrer, par un exemple, que lorsque une nation changeait de drapeau, elle ne changeait pas de patrie, et qu'il n'y avait aucun autrefois dans bien des pays, il n'y avait aucun autrefois, pour qui que ce soit, à se conformer à de tels changements.

Agréez, monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

J. GAUTHIER.

Paris, 26 janvier 1873.

Les princes d'Orléans ont contenté donc de dire que si le comte de Chambord est appelé par la nation au trône de France, ils ne se posent pas en compétiteurs. Ils s'engagent d'avance à reconnaître le fait accompli, mais ils se refusent à reconnaître le principe.

Il n'y a donc pas un pas de fait de ce côté; du côté du comte de Chambord, pas davantage, si l'on en croit l'*Avenir national*, qui dit :

Nous tenons de bonne source et particulièrement d'un entourage très bien informé, d'une lettre que M. le comte de Chambord aurait adressée à l'un de ses partisans les plus influents, pour le prier de faire savoir aux princes d'Orléans qu'il avait été très-touché de les voir assister au service funèbre du 21 janvier.

Relativement à la fusion, M. le comte de Chambord engageait vivement le député légitimiste auquel cette lettre est adressée, ainsi que ses amis, à se montrer très-réfractaires, et surtout à ne faire aucune espèce d'avance, les premières démarches devant être faites, selon lui, par les princes d'Orléans.

M. le comte de Chambord invitera en outre les députés légitimistes à ne prendre aucun engagement ni aucune décision importante à cet égard avant de l'avoir préalablement consulté.

Le ton de cette lettre indique qu'ailleurs que M. le comte de Chambord ne se fait aucune illusion sur la possibilité d'une réconciliation complète et efficace, et qu'il ne s'efforce guère de la poursuivre.

Pourtant, d'un autre côté, le *Mémorial diplomatique* annonce toutefois qu'un courrier expédié par le comte de Paris au comte de Chambord est arrivé à Vienne.

S'agit-il d'une entrevue prochaine.

On parle aussi d'un voyage de M. le comte de Chambord qui viendrait s'installer à Paris ou à Versailles pendant un mois ou deux.

Tout cela ne prouve pas grand-chose; il y a encore beaucoup de paroles à dire et de papier à échanger avant d'en avoir rempli ce tonneau des Danaïdes appelé la fusion.

## La question et la presse.

Nous avons déjà parlé de la comparaison de M. Roussel, directeur du *National*, devant le bureau de la Chambre.

M. Roussel s'est présenté et M. Baze lui a dit que le bureau s'était ému de deux articles, où il avait vu une imputation contre la bonne foi d'une partie de ses membres.

Il fallait une rectification complète, absolue, sans quoi « il serait donné suite aux mesures arrêtées, et notamment à la suppression de la carte d'entrée du journal. »

M. Roussel a essayé de répondre que les deux articles dont on se plaignait étaient de simples notes envoyées récemment de Versailles, imprimées à la hâte dans les *Dernières nouvelles*; que, s'il y avait eu erreur, il n'y avait pas eu mauvaise foi.

M. Roussel raconte dans le *National* ce qui s'est passé ensuite :

« A ce moment j'ai été brusquement interrompu par M. Princeteau, qui m'a coupé la parole en me disant que les questions n'avaient pas besoin d'être toutes cela; qu'il m'avait signifié la résolution du bureau, et qu'en conséquence il était inutile que je continuasse. »

Comment! vous n'avez rien dit, je dois penser que c'est pour que je vous donne des explications. Je vous trouve réunis; je suppose que c'est pour les entendre, et lorsque je cherche à vous faire comprendre que les faits n'ont pas la gravité qu'on a voulu voir, et lorsque mon langage est la preuve de mes idées de défiance et de conciliation, voilà comment il se termine.

Puisqu'il en est ainsi, il ne me reste qu'à vous dire que je ferai la rectification telle que ma conscience me la dictera; vous déciderez.

— La décision est toute préparée, me fut-il répondu.

En bien, alors, c'est le public qui jugera.

— Le public, c'est votre maître, c'est notre maître à tous!

Et, sur ces mots, je me suis retiré.

Comment cela finira-t-il? A qui restera la victoire de la question ou de la presse? La question aura toujours raison; mais comment les sommets de la presse de Paris acceptent-elles ces procédés?

Déjà les querelles recommencent à pleuvoir plus que jamais sur le grand questeur de l'Assemblée.

La *Liberté* ouvre le feu d'une façon assez irrévérencieuse :

Lorsque M. Baze, dit-elle, faisait les beaux jours du barreau de la capitale de Lot-et-Garonne, les journaux du cru l'avaient surnommé « l'aigle d'Agen ».

Depuis que le même M. Baze est devenu le questeur de la Chambre, les journaux de province ne l'appellent plus que « le pinceau d'Agen » parce qu'il les fait un peu trop aller.

Une dépêche de ce matin nous annonce que M. de Lacretelle a déclaré hier à la réunion de l'Union républicaine qu'il allait interpellier le ministre de l'intérieur au sujet de l'interdiction des conférences de M. Ernest Hamel sur l'histoire de la révolution française.

Il est peu probable que cette interpellation se borne à cette seule interdiction.

On se souvient, en effet, de la démarche faite il y a quelques jours auprès du ministre de l'intérieur, par le bureau de la gauche, relativement à la suppression des conférences et autres abus.

M. de Gaulard avait été charmant. Il ne savait rien, allait prendre des renseignements et donnerait complète satisfaction aux honorables députés.

Voilà la satisfaction accordée. A ce sujet, M. Ernest Hamel, le conférencier mis à l'interdit, adresse au *Vix* *Sicile* la lettre suivante qu'il nous semble intéressant de reproduire :

Paris, 26 janvier 1873.

Monsieur le rédacteur, Je m'étais décidé, à la prière de quelques-uns de mes amis, à faire des conférences gratuites à la salle de la rue d'Aras, sur l'histoire de la révolution française, matière enseignée, comme vous le savez, dans les lycées et collèges de l'Etat, avec des livres dont l'insignifiance n'est dépassée que par les erreurs d'appréciations et de faits dont ils fourmillent.

Mes longs travaux sur les hommes et sur les choses de cette époque, les révélations que j'ai apportées à l'histoire, me permettaient peut-être de faire une œuvre utile, et de redresser par la parole, comme je l'ai fait déjà par la plume, à l'aide d'irréfutables documents, une foule de préjugés et d'erreurs qui ont cours sur cette période de notre histoire si controversée encore.

J'ai donc, conformément aux lois impériales qui nous régissent, adressé à M. le ministre de l'intérieur, une demande d'autorisation.

Le cours que je me proposais de faire devant l'aréopage à l'établissement du premier empire et ne visait en aucune façon ni la Restauration ni le règne de Louis Philippe, je n'avais pas lieu de supposer que cette demande put être l'objet d'un refus de la part de l'administration actuelle.

Or, voici la réponse que le ministre de l'intérieur, M. de Gaulard, m'a notifiée hier par l'entremise du préfet de police, M. Renauld.

Préfecture de police.

CABINET.

1<sup>er</sup> bureau.

Commissariat de police

du quartier

de la

Porte-Saint-Denis.

Paris, 24 janvier 1873.

Nous, commissaire de police du quartier de la

Porte-Saint-Denis, par intérim.

Notions au sieur Hamel, homme de lettres demeurant rue du Fanbourg, Boissonnière, 40, de la

décision de M. le ministre de l'intérieur, en date

d'hier, par laquelle la demande qu'il a adressée à

l'effet d'être autorisé à faire des conférences sur

l'histoire de la révolution, rue d'Aras, 3, est re-

jetée.

Le commissaire de police,

Signature illisible.

Je n'ajouterai aucun commentaire à cette

réponse, dont le fond est tempéré par une si

exquise courtoisie de forme, et je la livre à

l'appréciation du public impartial.

ERNEST HAMEL,

membre du conseil général

de la Somme.

## Un scandale financier.

Divers journaux publient aujourd'hui les lettres suivantes :

Genève, le 25 janvier 1873.

Monsieur le rédacteur, Je vous remercie de la publication que vous avez faite hier de la déclaration de M. Kern, notre ministre à Paris.

Un journal français a insinué que j'étais impliqué dans des poursuites dirigées contre diverses sociétés de crédit de Paris, et que pour y échapper, je me serais retiré auprès de M. Kern, chez lequel effectivement je ne me suis pas rendu depuis longtemps.

On a appuyé cette perfide insinuation sur le fait de mon départ de Paris.

Or, je me suis rendu à Genève le 22 courant pour affaires privées urgentes et pour assister à l'assemblée générale de la Société des Asphaltes du val de Travers, assemblée dont je suis président, qui était convoquée pour le 27 courant et qui a été ajournée par une décision des liquidateurs prise le 23.

Je repars demain pour Paris où je serai lundi. Agréez, etc.

C. FORNEROD.

Genève, 24 janvier 1873.

Monsieur le rédacteur, Plusieurs articles insérés dans votre estimable journal donnent à penser que le *Credit communal* de France serait compromis par le fait de certaines arrestations, suivies de mesures judiciaires.

Je vous ferai observer, monsieur, que le *Credit communal*, société suisse, a son siège légal à Genève et que ses opérations sont régies par la loi genevoise; les mesures prises au siège administratif ne visent d'ailleurs que des actes personnels, extérieurs à la gestion du conseil d'administration, élu par l'assemblée générale du 20 novembre 1872.

Veillez, etc.

FLESCHELLE.

Tous les sociétés qui ont été l'objet de poursuites ne sont d'ailleurs pas compromises; elles se trouveraient rattachées à l'affaire plus ou moins directement; de là aux poursuites judiciaires, il y a la distance.

La Banque territoriale d'Espagne ne serait pas poursuivie.

Co quo j'en recherchais dans sa caisse c'étaient les titres du Crédit foncier suisse et de la société du canal des Cinq-Villes, que M. Capuron avait réunis à la banque territoriale comme apport social. Or ces titres n'appartenaient pas à M. Capuron.

Celui-ci passa, il y a un an, un traité avec le canal des Cinq-Villes, d'après lequel il devait compter 250,000 fr. par mois à cette société pour reprendre ses travaux. En échange, la société fut syndiquée entre ses mains comme garantie et pour créer un marché. Capuron aurait disposé de ces titres et n'aurait remis à la société du canal que 150,000 fr. pendant un an, alors qu'il aurait dû lui compter 3 millions.

De la une première action intentée par le canal des Cinq-Villes contre Capuron, devant le tribunal de police correctionnelle pour abus de confiance.

Le banquier Lepelletier est poursuivi par suite du prospectus lancé par la compagnie des Cinq-Villes lors de sa fondation. Ce prospectus est taxé d'exagération. Il fut rédigé par les soins de M. Lepelletier.

Sur 65,000 obligations émises, 5,000 seulement furent souscrites; le reste se trouvait dans la caisse de la Société du Canal, et fut syndiqué à M. Capuron.

Les actions du Canal sont de fondation; elles n'ont jamais été émises, et aucun versement n'a été fait sur elles.

La Banque territoriale d'Espagne n'ayant jamais fait d'émission, ni entrepris aucune affaire, il ne peut pas y avoir malversation.

## NOUVELLES ET BRUITS

On dit que le *Courrier de France* et la *Presse* vont fusionner.

On conservera le titre de la *Presse*, dont le directeur deviendra M. de La Guéronnière.

M. Debrousses aurait acheté le titre et la clientèle de la *Presse* dans ce but.

Il est complètement inexact que le général Le Flô, notre ambassadeur à Saint-Petersbourg, soit rappelé et remplacé. Le général est venu en France pour affaires de famille, et retournera à son poste dans quelques jours.

La *Gazette de France* est citée à comparaître aujourd'hui devant la deuxième chambre correctionnelle pour avoir reproduit, le 20 décembre dernier, une circulaire du conseil supérieur de l'Internationale.

Par un récent arrêté du ministère des affaires étrangères, M. de Montevieu vient d'être nommé attaché à l'ambassade française auprès du Saint-Siège.

Le jeune diplomate ayant immédiatement annoncé sa prochaine arrivée à Rome, ses amis n'ont pas manqué de s'écrier :

— Quelle prime! une dépêche de Montevieu!

Depuis la mort de l'empereur Napoléon III, tous les chevaliers de la Toison-d'Or ont dû prendre le deuil.

Les statuts de l'ordre exigent, en effet, que tous les membres survivants prennent le deuil de celui qui meurt.

Une stipulation impitoyable exige que le deuil soit rigoureusement porté sous peine de déchéance.

On rappelle le *Figaro*, M. Thiers, comme chevalier de Toison-d'Or, doit porter le deuil de l'empereur, mais ce deuil se confondra avec celui de M. le duc de Medina-Celi que porte déjà M. le président de la République.

La vente sur la voie publique vient d'être interdite au journal le *Grelot* par l'arrêté suivant :

Paris, le 25 janvier 1873.

Le général gouverneur de Paris.

Sur l'avis de M. le ministre de l'intérieur et vu le journal le *Grelot*, numéro du 16 du courant, lequel contient une chanson intitulée :

« Le bruit que fait une vessie en crevant, »

chanson conçue dans des termes odieux attentatoires à la morale et au respect dû aux morts;

En vertu des pouvoirs que confère la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — La vente sur la voie publique du journal le *Grelot* est interdite pendant un mois à partir du 26 janvier.

Art. 2. — M. le préfet de police est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le général gouverneur de Paris,

Signé : DE LAMUREAUX.

On lit dans le *Journal officiel* :

Quelques journaux ont répété une note du *Figaro* affirmant que cinq jeunes filles qui suivent les cours du Conservatoire sont compromises dans l'affaire de la rue de Suresnes. L'administration du conservatoire s'est vivement émue de cette assertion. Mais il résulte de l'enquête judiciaire et des renseignements officiels que, parmi les personnes compromises, il n'en est aucune appartenant au Conservatoire à titre d'élève, ni même suivant les cours comme auditeur. Une seule se dit ancienne élève du Conservatoire.

Les affaires véreuses, les entreprises, créées à grand fracas pour s'écrouler après une courte durée, débilitent depuis quelque temps devant le tribunal, et plus d'une fois cagore il aura à s'en occuper.

C'est le nommé François-Michel Thébaud, directeur d'une compagnie d'assurance, qui est au banc des prévenus.

Il est directeur général de la *Caisse nationale*, qu'il a fondée lui-même et dont il a rédigé les statuts.

Dans ces statuts, il promettait l'assurance de tous les risques dangereux interdits par les autres compagnies, notamment des incendies provenant de faits de guerre ou d'émeutes populaires.

Il laissait croire que sa société était spécialement autorisée par la loi du 24 juillet 1867, qui s'applique à toutes les sociétés; qu'il avait déjà réalisé un fonds de réserve de 10,500,000 fr.; et qu'il avait un crédit ouvert au Comptoir d'escompte et à la Société générale.

Ce prospectus ronflant eut pour résultat de séduire le public, et par ce moyen Thébaud réalisa des primes s'élevant à 14,200 francs 68 centimes.

Le 26 octobre 1872, jour de son arrestation, on ne trouva dans sa caisse que 126 francs 5 centimes, et Thébaud déclara lui-même qu'il ne s'y trouva parfois que 20 centimes.

Interrogé, le prévenu soutint qu'il a agi de bonne foi et que sa société était autorisée. Il ajoute qu'il n'a pas profité des fonds, qui ne lui ont été remis que par quotités minimes, dans un long espace de temps, et qu'une somme beaucoup moins forte, mais reçue en une seule fois, aurait été bien plus utile à la société et à lui-même.

Samedi, la chambre a condamné Thébaud à deux années d'emprisonnement, 1,000 fr. d'amende, et a déclaré qu'à l'expiration de sa peine il sera pendant cinq ans soumis à l'interdiction des droits civils.

Une dépêche reçue hier par le baron de Itabaja, annonce la mort de l'impératrice-douairière du Brésil. Elle était atteinte d'une hydropisie.

L'impératrice-douairière porte les noms d'Amélie-Auguste-Eugénie Napoléone, et elle est fille du prince Eugène de Beauharnais, duc de Leuchtenberg. Née en 1812, elle est devenue veuve, en 1834, à la mort de Dom Pedro, père de l'empereur actuel.

Reunion de la gauche républicaine

Séance du 26 janvier.

PRÉSIDENCE DE M. MAGNIN.

Il est procédé à l'élection d'un vice-président. M. le Royer est nommé.

On passe ensuite à la nomination de trois membres du comité de direction.

MM. Guichard, Riondel et Jozon sont élus.

PRÉSIDENCE DE M. POUJANCAUD.

M. Emmanuel Arago communique à la réunion ce qui a été fait à la commission des Trente depuis la dernière séance, notamment les discussions qui ont eu lieu sur les amendements déposés par MM. Baze, de Labastolles, Saccas, Max Richard, Marcel Harthe, Bréchet et Delacour.

M. Arago accompagne cette communication de détails intéressants sur les entretiens qu'il a eus avec M. le président de la République au sujet des travaux de la commission des Trente.

L'attitude prise par la minorité de la commission dans les discussions est approuvée.

M. Jules Favre croit devoir, dans les circonstances actuelles, exprimer franchement sa manière de voir; il y va, suivant lui, de l'avenir du pays.

Le Message de M. le président de la République avait été accueilli par tous ceux qui mettent l'intérêt de la France au-dessus des partis, comme une œuvre de paix pour le pays, en lui assurant la seule forme de gouvernement qui put lui donner la tranquillité.

M. Thiers s'est laissé affaiblir en acceptant la commission de Kerdel, qui est un acte de suspicion.

La fausse campagne dissolutionniste a affaibli encore M. Thiers, qui aurait dû pour la prévenir se séparer ouvertement, non des hommes, mais des doctrines radicales.

M. Thiers, suivant M. Jules Favre, devait rester inébranlable sur le terrain du message; il devait imposer ses conditions, tandis qu'il reçoit de la droite, et cette position d'infériorité s'aggrave par la nomination de la commission des Trente.

M. Emmanuel Arago dit que la minorité de la commission veut, comme elle le prévoit, aucune de ses propositions n'est adoptée par la majorité des Trente.

La réunion applaudit les paroles de M. Arago et le porte ses félicitations à ses collègues de la minorité.



gisseur du Cirque Cottrelly, demeurant à Lyon, rue des Célestins, 5.  
M. Antoine Bret jeune, huissier reçu au tribunal civil de Lyon, y demeurant place Saint-Pierre, 2, sous-signe.  
Fait sommation à M. Schneegans, rédacteur en chef du Journal de Lyon, en parlant des bureaux, sis à Lyon, rue de l'Hôtel-de-Ville, 41, à lui-même.  
D'avoir à insérer, dans le numéro portant la date de demain du Journal de Lyon, la lettre suivante, adressée par le rédacteur audit M. Schneegans, rédacteur en chef de ce journal :

Monsieur le rédacteur en chef du Journal de Lyon,  
Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.  
Je donne donc à cette assertion le démenti le plus formel, attendu qu'après l'examen dans la commission qui a accepté la construction, au lieu de dire que les sacs lestés, n'ont pas eu de dommages, j'ai dit que les sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

Je vous prie de rectifier l'erreur qui s'est commise dans la rédaction de votre journal, numéro du 25 courant, dans lequel vous dites que les ingénieurs chargés d'examiner la solidité de la construction du Cirque Cottrelly, situé place de la République, ont reconnu que, sous le poids des sacs lestés, ont fait de la peine, et ont eu certaines parties des gradins qui avaient subi un affaissement, et que des ordres avaient été donnés pour rétablir la solidité qui manquait.

plomb.  
Quant à Danguin, il soutint qu'il avait acheté les étoffes de M. Dufêtre de deux individus inconnus; et, comme ses coaccusés, il alléguait sa parfaite bonne foi.

Le tribunal n'admit pas ce système de défense; car il condamna Duplomb à 2 ans de prison, Timon à 3 ans et Danguin à 4 ans.

Depuis ce jugement un fait nouveau s'est produit. Danguin a retrouvé en prison un des individus qui lui avaient vendu les marchandises volées. C'est le nommé Bouscart déjà sept fois condamné.

A la suite de cette singulière reconnaissance, Bouscart a été condamné par le tribunal correctionnel à 5 ans de prison. Duplomb, Timon, Danguin et Bouscart ont tous les quatre interjeté appel des décisions qui les avaient frappés, et ils ont comparu devant la 4<sup>e</sup> chambre de la cour, à l'audience de lundi.

Après le rapport de M. le conseiller Saunet de Fabrias, M. le président procède à l'interrogatoire des prévenus. Tous prétendent qu'ils ont absolument ignoré l'origine des soies volées, mais ils sont souvent en désaccord entre eux. Les contradictions sont nombreuses.

M. de Villeneuve présente ensuite la défense de Duplomb.

L'unique circonstance qui lui paraît défavorable à son client est qu'il a été jadis condamné à 8 mois de prison pour abus de confiance. Mais il y a bien longtemps que cette peine a été prononcée, et depuis lors Duplomb s'est toujours honorablement conduit.

M. Menard, le défenseur de Timon, s'efforce de démontrer que ce malheureux citoyen ne s'est mêlé à toute cette affaire que comme un intermédiaire obligé et désintéressé et qu'il n'a jamais soupçonné la vérité.

Après ces deux plaidoiries, les débats ont été continués à l'audience du lendemain. Nous en ferons connaître le résultat. Il est parfois intéressant de connaître la vie privée des hommes qui ont joué un rôle politique et rempli des fonctions publiques.

Tout le monde sait que, pour être inspecteur de l'agriculture, il n'est pas nécessaire de savoir distinguer un chène d'un noyer, un mouton d'un chèvre, un chou d'un pied de salade.

Un de nos messieurs arrive l'autre jour dans une petite ville des environs, où il reçoit l'hospitalité d'un bourgeois malin et mystificateur.

Le bourgeois se fait un plaisir de le promener dans la campagne. L'inspecteur, découvrant un champ de seigle et à côté un champ d'orge, s'émeut et s'écrie :

— Pourquoi ce blé-là est-il plus grand que l'autre ?  
— C'est parce que c'est du blé de deux ans, répond le bourgeois.

L'inspecteur fut très-satisfait de cette réponse pertinente.

La police vient enfin de mettre la main sur un de ces misérables qui vivent de la mendicité de leurs enfants, et exigent d'eux chaque soir une recette convenable, faute de quoi ils les rouent de coups de bâton.

Le nommé Verrechia, un Italien, qui logeait chez un cabaretier de la rue Chaponay, a été convaincu d'exploiter ses deux fils âgés de 7 et 10 ans.

Le père et les enfants ont été arrêtés.

Le nommé Auguste Durieux, chauffeur, sans travail, a été arrêté hier au moment où il venait de s'introduire chez le sieur P... rue St-Nicolas, 5, au 3<sup>e</sup>, par une petite fenêtre qui donnait sur l'escalier. Il avait brisé une vitre, coupé une toile métallique et entré au domicile de P... qui, heureusement, se trouvait en ce moment chez lui et mit la main sur ce malheureux.

Durieux a prétendu qu'il croyait être chez un de ses amis, avec lequel il se permit, paraît-il, de sembler familiers.

La police ne s'est pas contentée de cette raison.

**M<sup>me</sup> Tavernier.**  
célèbre somnambule de Paris, de passage à Lyon, donne des consultations tous les jours de 9 heures du matin à 5 heures du soir, rue de l'Hôtel-de-Ville, 67, au deuxième étage, porte à droite.

**M<sup>me</sup> TAVERNIER** lit les lignes de la main.

Les amis et connaissances des familles BERNARD et GNOS qui, par oubli, n'auraient pas reçu de lettre de faire part du décès de Madame Adrien-Sophie BERNARD, née TANSARD,

sont priés de considérer le présent avis comme une invitation à assister à ses funérailles qui auront lieu mercredi, 29 du courant, à 10 heures 3/4.

Le convoi partira du domicile du défunt, cours Morand, 28, pour se rendre au temple protestant et, de là, au cimetière de Loyasse.

Les amis et connaissances des familles FELLAT et DUCRET qui, par oubli, n'auraient pas reçu de lettre de faire part du décès de Madame veuve

FELLAT, née DUCRET, sont priés de considérer le présent avis comme une invitation à vouloir bien assister à ses funérailles, qui auront lieu mercredi 28 courant, à 11 heures.

Le convoi partira du domicile de la défunte, quai de l'Archevêché, 25, pour se rendre à l'église primatiale de Saint-Jean, et, de là, au cimetière de Loyasse.

nie, qui devait être bien près de son terme, lorsqu'un mois de mars dernier l'idée de lui conseiller de prendre de la Revalésière du Barry. Depuis ce temps, elle se trouve mieux; les forces reviennent, elle digère et ne souffre presque plus.

CHASSELES, Comtesse de Goussier.

Six fois plus nourrissante que la viande, sans échauffer, elle économise 50 fois son prix en médecines. En boîtes : 1/4 kil., 2 fr. 25; 1/2 kil., 4 fr. 1 kil., 7 fr. 60; 2 kil., 12 fr. 60. — Les échantillons de Revalésière qu'on peut manger en tout temps se vendent en boîtes de 1 et 7 francs. — La Revalésière chocolatée rend l'appétit, digère, sommeille, équilibre et chaire fermes aux personnes et aux enfants les plus faibles, et nourrit dix fois mieux que la viande et que le chocolat ordinaire sans échauffer. — En boîtes de 12 tasses, 2 fr. 25; de 24 tasses, 4 fr. 50; ou environ 10 c. la tasse. — Envoyé contre bon de poste.

**Dépôts à Lyon.** Balandrin et Sabourant, Turle, épicer, 16, rue Neuve; Dorvault, pharmacien central, Perrissod, épicer, 57, rue Bourbon. Varvarand, épicer, rue de Lyon, 60. Napoléon frères, place de Lyon. Verpillieux-Millon, rue de Lyon, 18. Chéribien. Fayolle frères. Armandy Boissonnet, pharmacien. J. Girard, marchand. — Du Barry et C<sup>ie</sup>, 25, place Vendôme, Paris.

## PROTESTATIONS

contre le rapport sur les marchés de Lyon

M. Quivogne, vétérinaire à Lyon, nous envoie la lettre suivante qu'il a adressée à M. de Ségur, rapporteur; cette lettre nous fait savoir en même temps qu'il a demandé au président de l'Assemblée l'autorisation de poursuivre M. de Ségur en calomnie et en diffamation.

Voici cette lettre. Nous la publions, comme les précédentes protestations :

A Monsieur le comte de Ségur, député à l'Assemblée nationale.

Monsieur le député,

Je lis avec un profond étonnement, et j'en ai le droit, l'appréciation que vous avez faite dans votre travail sur les marchés de Lyon, du prétendu rôle que j'aurais joué à propos de la réception des chevaux achetés à Berne, en 1870, par M. le préfet du Rhône.

Vous vous êtes contenté, pour établir votre jugement, de copier quelques lignes d'un rapport adressé à M. Chaillet-Lacour, par un homme publiquement reconnu comme mon ennemi déclaré depuis plus de dix ans; en acceptant sans réflexion et sans étude la sincérité et l'exactitude de ce document, vous vous êtes approprié.

Au nom de ce rapport, invoquant cette seule pièce, vous m'avez accusé des injures les plus déshonorantes; et, du haut de votre inviolabilité, vous me dénoncez à l'indignation des hommes gens.

Vous avez fait là, monsieur, une mauvaise action; à droit, la légèreté dans de pareilles matières a de quoi étonner et devient une faute grave. Si, monsieur, vous aviez pris la peine de solliciter, ici, de la justice ou du moi — comme c'était votre devoir, car on ne connaît jamais un prévenu sans l'entendre — la moindre explication, vous auriez appris ceci :

C'est qu'à la suite du rapport que vous rééditez, après une instruction de quatre mois et sur ma demande formelle et énergique, j'ai été pourchassé.

Que les débats durent deux jours; que huit vétérinaires, parmi lesquels le directeur et des professeurs de l'école vétérinaire de Lyon, eussent été d'avis de l'homme au rapport dont je viens de parler, et tous gens des plus honorables et des plus désintéressés, furent contents;

Que, soit, dans leurs dépositions ou leurs rapports, ils déclarèrent avoir examiné avec le plus grand soin les chevaux dont la réception et la valeur étaient incriminées; qu'ils affirmèrent, sur la foi du serment, que ces chevaux valaient largement le prix qu'ils avaient été payés; et qu'après les estimations et autres faits relatifs à l'achat ou aux infractions constatées dans ce document que vous jugez convenable de copier au jourd'hui, ils les critiquèrent avec une extrême vivacité;

Qu'ainsi, des chevaux, dont la valeur avait été fixée à 200, 100 et même 50 francs, furent estimés par eux à 6 et même 700 francs.

Qu'en ce qui concerne la catégorie des chevaux de 18, 20 et 25 ans, que vous signalez de nouveau, l'appréciation de ces experts, agissant séparément, s'écarte autant que la précédente de l'appréciation de l'expert accepté par le préfet d'alors et par vous aujourd'hui;

Qu'après de temps ayant les débats, et après avoir affirmé qu'un cheval (le n° 797) était aveugle, le même homme au rapport vint déclarer, à qui de droit, que le susdit cheval, reconnu aveugle, ne l'était plus!!!

On vous aurait appris en outre, monsieur, que malgré les rapports adressés au préfet, soit par des officiers, soit par les vétérinaires des légions, soit même par un conseil municipal, et sans tenir compte de l'indignation publique à ce sujet, ces mêmes chevaux furent supportés, pendant plusieurs mois, toutes les privations d'hygiène et, surtout, de nourriture.

On vous aurait dit, monsieur, que c'est dans ces conditions, que c'est dans cet état et pendant les troubles de la Guillotière et de l'hôtel de ville, que les chevaux furent mis en vente sur la place publique; et que, malgré les efforts de l'homme au rapport, pour en déprécier la valeur sur le champ même du marché, la vente des chevaux qui restaient (car les 907 que j'avais expédiés à Lyon, furent loin de se retrouver tous au jour de la vente) et, surtout, celle des chevaux désignés comme dignes d'être abattus, fut encore une réponse dédaignée et décisive aux estimations qui avaient été faites.

Puis vous auriez su que ce même homme avait procédé à son œuvre sans même examiner ni les dents ni les yeux des chevaux qu'il avait à estimer; et qu'il avait exécuté ses opérations avec une rapidité telle, qu'il estimait, jugeait et signalait jusqu'à 120 et même 127 chevaux en une heure environ, sans deux heures par minute!

Enfin, monsieur, vous auriez appris qu'à la suite de ces débats le tribunal correctionnel, qui ne passait pas pour tendre — et il avait raison — à l'égard des fournisseurs indigènes qui pullulaient alors, déclara qu'il n'y avait pas même l'ombre d'une présomption contre nous.

La justice ne vous a donc pas accusé comme vous avez repris aujourd'hui, comme si la justice éclairée n'avait pas dit, sur lui, son dernier mot!

Qui, monsieur, me flétrit et me juge comme vous le faites sans m'appeler et sans m'entendre, c'est commettre, je le répète, une mauvaise action.

Mais avant de terminer, monsieur, j'ai à vous dire : j'en appelle à la justice, j'en appelle à la conscience; car je ne puis en conscience vous faire passer pour un homme qui n'a rien fait de bien.

Qu'appellez-vous FAVORABLE, monsieur? Et que voulez-vous dire ? La justice n'accorde pas de faveur; elle dit ce qui est vrai. De quel droit voulez-vous vous mettre au-dessus d'elle ? Vous me trouvez vil, monsieur; mais je défends mon honneur et je veux conserver l'estime des hommes gens, qui ne m'ont jamais fait défaut jusqu'ici. Quelquefois-uns de vos collègues de la Chambre pourriez-vous m'expliquer.

Pasquier qui, dans la séance du 21 janvier dernier a dit ceci : « Nous déclarons qu'il n'est pas une seule de nos allégations que nous ne soyons en mesure de justifier. »

Je mets au défi M. le duc, ainsi que vous, monsieur, de le prouver, en ce qui me concerne, justifier vos dires, et de vous prouver le bien — une seule de nos allégations que nous ne soyons en mesure de justifier. »

Recevez, monsieur le député, l'assurance de tous mes sentiments.

F. QUIVOGNE, vétérinaire à Lyon.

Lyon, le 26 janvier 1873.

## Dépêches du Matin.

25 Janvier. — 7 heures du matin.

Paris, 27 janvier.

Assemblée. — L'ordre du jour appelle la troisième délibération de la proposition relative à l'établissement de succursales de la Banque de France.

La proposition est modifiée par la commission, qui consent à ajourner l'établissement jusqu'en 1877. Cette modification, acceptée par le ministre des finances, est adoptée.

Le projet modifiant l'organisation des tribunaux de police est adopté en troisième délibération.

Adoption de la motion Flotard, tendant à mettre à l'ordre du jour de demain le projet de réglementation des travaux de l'Assemblée.

La séance est levée.

La commission des Trente a voté l'article 2, mais elle aura une conférence avec le gouvernement sur les amendements Broët et Duchâtel.

La commission a passé à la discussion de l'article 3.

La séance a été suspendue.

A la reprise de la séance, M. Ernoul a proposé de substituer à l'article 3 la proposition portant que la commission reste chargée de présenter ultérieurement à l'Assemblée le projet d'institution de la seconde Chambre devant fonctionner après la séparation de l'Assemblée actuelle. Cette commission se réunira à la commission déjà chargée des projets relatifs à la loi électorale pour préparer le projet concernant l'élection des députés.

La minorité fait observer que la commission, en acceptant la nouvelle rédaction, revient aux décisions de la commission Kerdrel et organise la responsabilité ministérielle.

La clôture de la discussion est votée par 19 voix contre 8.

La première partie de l'amendement Ernoul est adoptée.

La commission discutera demain la seconde partie de l'amendement Ernoul et prendra une résolution relative à la conférence avec le gouvernement sur les amendements Broët et Duchâtel.

Paris, 28 janvier 1873.

A la réunion de l'Union républicaine, hier, M. de Lacretelle a annoncé qu'il interpellera le ministre de l'intérieur au sujet du refus d'autoriser le cours de M. Hamel sur l'histoire de la Révolution française.

La commission du conseil supérieur de l'Université, réunie hier, a conclu à la suppression de la section permanente pour la troisième délibération.

Le gouvernement a soumis au conseil d'Etat un projet de règlement d'administration publique relatif à la réorganisation générale du corps des sapeurs-pompiers.

On croit que la commission des Trente terminera aujourd'hui. Elle confèrera avec M. Thiers demain. On espère toujours un arrangement final.

On assure que la commission du budget est disposée à ne pas se prononcer sur l'indemnité de 140 millions pour la ville de Paris avant que le gouvernement ait proposé un règlement général de toutes les indemnités pour dommages de la guerre dans aux communes et aux particuliers des départements envahis.

M. Thiers n'est pas venu hier à Paris; il viendra aujourd'hui.

**BULLETIN AGRICOLE ET COMMERCIAL**

L'agriculteur s'occupe activement à faire les semailles du printemps, et le vigneron la taille annuelle de la vigne.

MARCHÉ EN GROS DE LA PLACE DE LA MAIRIE DE LA GUILLOTIÈRE.

Le marché a été fort animé. La meunerie a fait quelques acquisitions, ce qui a rompu le calme des transactions.

Peu de hausse en raison du bel aspect actuel des récoltes en terre.

Dependant les blés de bonne qualité ont été particulièrement recherchés; ils ont trouvé facilement preneurs aux prix suivants :

Blé de pays première qualité, de 30 fr. 50 à 31 fr. 50 les 100 kilog.

— deuxième qualité, de 28 fr. 50 à 29 fr. 50 les 100 kilog.

Farines première qualité, de 56 fr. à 56 fr. 50 les 125 kilog.

— deuxième qualité, de 51 fr. 50 à 52 fr. 50 les 125 kilog.

— troisième qualité, de 49 fr. 50 à 50 fr. 50, rendues en gare de la ville, toile à rendre.

Seigle et méteil, de 17 à 17 fr. 75 les 100 kilog.

Orges, de 17 fr. 50 à 18 fr. 50.

Avoine, de 17 fr. 25 à 17 fr. 50.

Mais, de 18 fr. 75 à 19 fr.

Sarrasin, de 17 fr. 50 à 17 fr. 75, au comptant, à domicile ou en gare de la ville.

COURS DES VINS DANS LE DÉPARTEMENT

En général on continue à se préoccuper vivement dans nos vignobles de la température élevée que nous avons depuis longtemps dans nos campagnes.

Mais fort heureusement la vigne ne donne encore aucun signe de végétation.

Aussi les prix ne varient-ils guère.

Voici les cours de nos vins nouveaux :

Région — Durelle — Languedoc — Quincis, etc.

Les vins de 1872, 1<sup>re</sup> qualité, se vendent de 80 à 85 fr. la pièce de 215 litres, logée rendue en gare, ou sur bateau de la Saône.

Vins de 1871. — 1<sup>re</sup> qualité, de 100 à 105 fr. la pièce.

— 2<sup>de</sup> qualité, de 140 à 150 fr. la pièce.

— 1870. 1<sup>re</sup> qualité, de 140 à 150 fr. la pièce.

— 2<sup>de</sup> qualité, de 125 à 135 fr. la pièce.

— 1870. 3<sup>e</sup> qualité, de 115 à 120 fr. la pièce.

— 1870. 4<sup>e</sup> qualité, de 120 à 125 fr. la pièce.



SAINT-ETIENNE, 27 janvier 1873.

SORTES	FRANCE	ÉTRANGER	POIDS
Organsin	1	1	2 721 59
Trames	1	1	728 57
Grèges	1	1	333 40
Diverses	1	1	1
Bobines	1	1	1

SORTES	FRANCE	ÉTRANGER	POIDS
Organsin	1	1	12 32
Trames	1	1	17 35
Grèges	1	1	146 51
Diverses	1	1	1
Bobines	1	1	1

SORTES	FRANCE	ÉTRANGER	POIDS
Organsin	1	1	12 32
Trames	1	1	17 35
Grèges	1	1	146 51
Diverses	1	1	1
Bobines	1	1	1

SORTES	FRANCE	ÉTRANGER	POIDS
Organsin	1	1	12 32
Trames	1	1	17 35
Grèges	1	1	146 51
Diverses	1	1	1
Bobines	1	1	1

SORTES	FRANCE	ÉTRANGER	POIDS
Organsin	1	1	12 32
Trames	1	1	17 35
Grèges	1	1	146 51
Diverses	1	1	1
Bobines	1	1	1

SORTES	FRANCE	ÉTRANGER	POIDS
Organsin	1	1	12 32
Trames	1	1	17 35
Grèges	1	1	146 51
Diverses	1	1	1
Bobines	1	1	1

## BULLETIN COMMERCIAL.

La tendance des prix des céréales est à la baisse. Pour les blés en particulier, si quelques marchés de samedi ont été calmes, le plus grand nombre a accusé une baisse de 0.25 à 0.50. Cette faiblesse des prix peut s'accentuer encore par suite du calme signalé sur les principaux marchés de l'Angleterre et de l'Allemagne et des prix toujours moins bien tenus des farines de spéculation.

Paris, 27 janvier. Nous cotons farines 8 marques : courant, 69; prochain, 69.25; mars-avril, 69.75; 4 mois de mars, 70. Farines supérieures, courant et prochain, 68.25; mars-avril et 4 mois de mars, 68.50. Les farines de consommation se traitent au-dessous des prix cotés la semaine dernière.

Huiles de colza : Marché nul, cours nominaux; disponible, courant et prochain, 97.35; mars-avril, 97.50; 4 mois chaux, 99; 4 derniers, 100. Les huiles de lin se cotent sans changement; disponible et courant 95; mars-avril, 95.50; 4 mois d'été, 96.50.

Les spiritueux sont à 55, disponible et courant; 56 à 56.50 mars et avril; 57 pour les 4 mois chaux.

Sucres : Affaires peu actives, prix en baisse sur 88; tenus sur les blancs disponibles; 88° disponible, 10/13 62; à livrer, 4 mois de février, 63; 7/9 disponible, 64; blancs n° 3 disponibles, 73.75; à livrer 4 mois de février, 74.25.

Raffinés disponibles, 158 à 159. Cotons : Vente d'aujourd'hui, 10,000 balles. Marché stationnaire. Importations, 4,000 balles. Havre, 27 janvier. Marché aux cotons : calme, ferme, inchangé; janvier 120, York, 20 7/8; Orléans, 124.50; Savannah, 119.3/4. Recettes, 15,000 balles.

**COURS OFFICIEL DES DENRÉES**  
du 18 au 25 janvier.

**Marché aux grains.** Prix moyen.  
Blé..... 1 hectolitre..... 23 25  
Blé..... 1 quintal métrique..... 31  
Farine ronde..... 40 80  
Seigle..... 1 hectolitre..... 11 90

Organe.....	10 80
Sarrasin.....	10 80
Mais.....	14 35
Avoine.....	8 32

<b>Marché des bestiaux sur pied (Vaise).</b>	
Bœuf.....	183
Vache.....	173
Veau.....	217
Mouton.....	226
Porc.....	124

<b>Marché en gros de la Martinière.</b>	
Dindes.....	la pièce 8
Oies.....	la pièce 6
Canards.....	la pièce 3 50
Volailles.....	la pièce 4 80
Poulets.....	la pièce 2 80
Pigeons.....	la pièce 1
Beurre.....	le kilogramme 2 15
Œufs.....	le cent 8
Fromages.....	le kilogramme 1 40

<b>Marché en gros des fruits et légumes.</b>	
Pommes de terre.....	le quintal métrique 9 50
Châtaignes.....	le quintal métrique 11

<b>Crée de la marée.</b>	
Marée fine.....	le kilogramme 2 90
Marée ordinaire.....	le kilogramme 1 85
Huîtres.....	la douzaine 11

<b>Marché de la pêche.</b>	
Carpes.....	le kilogramme 1 60
Tanches.....	le kilogramme 2 50
Brochets.....	le kilogramme 3
Brochetons.....	le kilogramme 3

<b>Crée du gibier.</b>	
Lièvres.....	la pièce 4 50
Perdreux.....	la pièce 2 25
Bécasses.....	la pièce 4
Faisans.....	la pièce 4
Alouettes.....	la douzaine 2 30

<b>Marché en gros des vins à Serin.</b>	
Vins du Beaujolais.....	1870..... l'hectolitre 60
Vins du Beaujolais.....	1871..... l'hectolitre 50
Vins du Maconnais.....	1871..... l'hectolitre 43
Vins de Villefranche.....	1871..... l'hectolitre 40
Vins du Bugey.....	1871..... l'hectolitre 37

<b>Divers en boutique.</b>	
Pain de ménage.....	le kilogramme 1 42
Bœuf.....	le kilogramme 1 90

Vache.....	1 80
Veau.....	2 10
Mouton.....	2 10
Porc.....	2

<b>Divers aux halles.</b>	
Pain de ménage.....	le kilogramme 1 40
Bœuf.....	le kilogramme 1 60
Vache.....	le kilogramme 1 50
Veau.....	le kilogramme 1 80
Mouton.....	le kilogramme 1 75
Porc.....	le kilogramme 1 80

<b>Fourrages.</b>	
Foin.....	le quintal métrique 4 50
Paille.....	le quintal métrique 4 50

	NORD		
»	Ancien réseau..	1,817,944	233,245
»	Nouveau réseau	206,320	20,033
	OUEST		
»	Ancien réseau..	1,096,724	»
»	Nouveau réseau	442,297	11,686
	ORLÉANS		
»	Ancien réseau..	1,568,112	32,063

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

1873	1872	
1-7 jan	1-7 jan	
LYON-MÉDITER.	4,515,653	472,855
Nouveau réseau	185,571	32,468

CANAL DE SUEZ  
70 navires procurant une recette de 1,045,000 f. ont passé le canal pendant les 20 premiers jours de janvier.

**BULLETIN METEOROLOGIQUE**  
du 25 janvier  
PAR BOULADE, ING.-OPTICIEN

THERMOMÈTRE	PRESSION	ÉTAT	VENT
minima	maxima	barom.	dir. et f.
1	2	0,749	beau

Hauteur de la Saône au-dessus de l'écluse... 2.30  
Sa température..... 4-4  
Hauteur du Rhône au-dessus de l'écluse... 0.00  
Sa température..... 4-4  
Quantité d'eau tombée à Lyon du 1 au 15 janvier..... 0.002

**SITUATION GÉNÉRALE.**  
La pression barométrique est forte sur le nord-est de l'Europe, basse dans le sud-ouest; depuis hier le temps est généralement beau, avec température basse.

Thurso, Groningue, Manche, Pays-Bas, vent S-E, mer belle partout, un peu houleuse à Yarmouth.  
Bordeaux, Brest, vent faible N-E. Valentin S-O frais.  
Rome, Palerme, Cannes, Marseille, mer belle.

**SPECTACLES DU 28 JANVIER**  
GRAND-THÉÂTRE  
Représentation de Mlle Marie Rose  
FAUST, opéra comique en 5 actes.  
Mlle Marie Rose remplira le rôle de Marguerite.  
On commencera à 7 heures 1/4.

THÉÂTRE DU GYMNASSE, QUAI SAINT-ANTOINE  
TOUT LYON LA VERRA ET LA DANSEUSE AUSTRIE, grande revue fantastique en 3 actes, 1 prologue et 10 tableaux.  
BRIAN DE MARIS, comédie-vaudeville en 1 acte.  
On commencera à 7 heures 1/2.

## COMPTOIR D'ESCOMPTE DE LYON

Société A.F. COLLET et Cie

MM. les Actionnaires du Comptoir d'Escompte sont informés que, à compter de samedi premier février prochain, il leur sera distribué un coupon de douze francs cinquante centimes, pour intérêts du 2<sup>e</sup> semestre de 1872. Ce coupon sera payé, sauf l'impôt de 3 0/0, à la caisse du Comptoir, rue Saint-Clément, 9, de 10 heures du matin à 2 heures.

**MAISON D'ACCOUCHEMENT**  
SOINS. — DISCRETION.  
M<sup>me</sup> Dupont tient des pensionnaires  
31, rue Centrale, à Lyon.  
Ecrire franco.

**DEMANDE**  
Un homme, connaissant la place de Lyon et ayant fait les recettes pendant 20 ans, demande une place de garçon de recettes ou de bureau.  
Excellentes références.  
S'adresser au bureau du journal.

**DENTS ET DENTIFIERS**  
GARANTIS A 5 FRANCS LA DENT.  
Impossible de trouver mieux.  
RICHARD et PIGUET, M<sup>me</sup> Dentistes  
Rue du Commerce, 14, Lyon. 4821

IMPRIMERIE H. STORCK,  
RUE DE L'HOTEL-DE-VILLE, 78. — LYON.

## ANNONCES LEGALES, JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

Etude de Me DAMOUR, avoué à Lyon, rue Saint-Pierre, numéro 14.

**VENTE**  
en l'état de Me DAMOUR, avoué à Lyon, rue Saint-Pierre, numéro 14.

**D'IMMEUBLES**  
situés à Villeurbanne.  
Premier lot. — Maison et terrain. Mise à prix..... 1,500 fr.  
Deuxième lot. — Terre de quatre-vingt-six ares. Mise à prix..... 1,000 fr.  
Troisième lot. — Pré de seize ares cinquante centiares. Mise à prix..... 500 fr.  
Quatrième lot. — Pré de trente-trois ares. Mise à prix..... 600 fr.  
Cinquième lot. — Bois de deux hectares soixante-onze ares. Mise à prix..... 600 fr.  
Adjudication au samedi vingt-deux février mil huit cent soixante-treize, à midi.

Pour les renseignements, s'adresser à Me Damour, avoué poursuivant. 5044

Etude de Me DAMOUR, avoué à Lyon, rue Saint-Pierre, numéro 14.

**VENTE JUDICIAIRE**  
en l'état de Me Messimy, notaire à Lyon, rue de Lyon, 13, le samedi premier février mil huit cent soixante-treize, à midi.

**80 BARAQUES**  
en bois, servant aux foires de Saint-Jean et de Noël, à Lyon, quai de Retz.  
Chacune de ces baraques est louée quarante francs pour chaque foire.  
Mise à prix..... 1,000 fr.  
Pour les renseignements, s'adresser à Me Messimy, notaire, ou à Me Damour, avoué, et pour visiter les baraques à monsieur Debat, charpentier à Lyon, rue Cuvier, 75. 5045

Etude de Me LOMBARD, notaire à Lyon, rue Grenette, 45.

**VENTE**  
aux enchères publiques et en bloc, en l'état et par le ministère de Me LOMBARD, notaire, du matériel, outillage, ustensiles, agencements et objets mobiliers servant aux

**CHAPAGE ET CARDAGE**  
des déchets de soie  
dépendant de l'actif de la faillite du sieur Albert Lyon, négociant à Lyon, place des Terreaux, 1.  
Le tout se trouvant dans divers bâtiments situés :  
1. Au Grand-Camp, près le Rhône, commune de Villeurbanne;  
2. A la cité Napoléon, rue Saint-Victorien, 31, même commune.

Adjudication fixée au lundi trois février mil huit cent soixante-treize, à midi.  
Cette vente comprendra :  
1. Chaudière et machine à vapeur, pompe refoulante, ventilateur, quinze cuves hydro-extracteur, laveur mécanique, étendage, etc.  
2. Subrogation au bail des lieux et à la force motrice.  
Mise à prix : 6,000 fr.

Cette vente est poursuivie à la requête de monsieur André Grizard-Delaroche, expert teneur de livres à Lyon, rue Puits-Gaillot, 15, syndic de ladite faillite, en vertu d'une ordonnance de monsieur Faure, juge-commissaire.

Pour les renseignements, s'adresser audit monsieur Grizard-Delaroche, et à Me LOMBARD, dépositaire du cahier des charges.

Etude de Me REYNIER, huissier à Lyon, rue du Plâtre, 8.

**VENTE JUDICIAIRE**  
(Troisième publication).  
Le jeudi six février mil huit cent soixante-treize, à dix heures du matin, sur le bas-pont du quai Saint-Clément, en amont du pont Morand, à Lyon, il sera procédé à la vente aux enchères publiques :

1. D'un bateau à vapeur à aubes, appelé *Hirondelle*, n° 1, ayant une machine à vapeur de la force de cent vingt chevaux, avec tous ses agrès;  
2. D'un autre bateau à vapeur, aussi à aubes, appelé *Hirondelle* n° 2, ayant une machine à vapeur de la force de quatre-vingt-dix chevaux, ensemble tous ses agrès;  
3. Et d'un bateau servant de ponton, etc. Le tout saisi.

Etude de Me DURAND, huissier à Lyon, rue Saint-Côme, numéro 11.

**VENTE JUDICIAIRE**  
Le jeudi trente janvier mil huit cent soixante-treize, à onze heures du matin, sur la place de Jacobins, à Lyon, il sera procédé à la vente aux enchères publiques de divers objets mobiliers et marchandises saisis, consistant en :  
Comptoir, casiers, rayonnages, boiserie, lustre, faïences viles, vins et liqueurs, etc. 5043

**UN HOMME** marié âgé de 38 ans, demandant une place de garçon de magasin ou garçon de peine. S'adresser au bureau du journal.

Etude de Me TERNOIRE, huissier, rue Centrale, 40.

**VENTE JUDICIAIRE**  
de rouennerie, bonneterie et objets mobiliers.  
Le jeudi trente janvier courant, à onze heures du matin, rue Cuvier, 23, à Lyon, quai de Retz, il sera procédé à la vente aux enchères publiques, consistant en : articles de bonneterie, étoffes, indienne, vêtements confectionnés, toile, doublures, chemises, agencements, banques, poêle, pendule, bureau, etc., etc. S'adresser à M. Fonbonne, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. 4982